

CÃ©lÃ©bration jeudi de la JournÃ©e mondiale de lutte contre le Sida

@rib News, 30/11/2011 â€“ Source XinhuaSida : le dÃ©fi reste immense pour le BurundiLa JournÃ©e Mondiale de lutte contre le Sida, cÃ©lÃ©brÃ©e le 1er dÃ©cembre de chaque annÃ©e, est une occasion d'interpeller le monde entier que Â«Â le VIH/Sida toujours prÃ©sente par ici par lÃ Â Â» et que Â«Â les millions de personnes vivant avec la pandÃ©mie doivent jouir entiÃ©rement leurs droits en proscrivant Â jamais les pratiques de stigmatisation et de discriminationÂ Â», a dÃ©clarÃ© mardi dans une interview accordÃ©e, Mme Jeanne Gapiya, prÃ©sidente de l'Association Nationale des SÃ©ropositifs et des SidÃ©ens (ANSS), une ONG burundaise engagÃ©e dans la lutte contre le VIH.Rappelant le thÃ©me pour la JournÃ©e sur la lutte contre le Sida de 2011, Â«Â Aucun enfant ne doit plus naÃ®tre avec le VIH/SidaÂ Â», Mme Gapiya a affirmÃ© que le chemin reste encore long, si des progrÃ©s ont Ã©tÃ© enregistrÃ©s.

Au Burundi, on relÃ©ve des gens sous les traitements antirÃ©troviraux (ARV) aujourd'hui, alors qu'il y a 15 ans, Â«Â on n'aurait jamais pensÃ© Â celaÂ Â», a-t-elle soulignÃ©, prÃ©cisant que l'on dÃ©nombre plus de 25.100 personnes sous traitement ARV dans le pays.Le Burundi, a-t-elle dit, ne souffre pas aujourd'hui de rupture de stocks en ce qui concerne l'approvisionnement des mÃ©dicaments antisida et des rÃ©actifs pour le dÃ©pistage de lâ€™infection VIH.NÃ©anmoins, on recense 68.309 personnes Â«Â qui sont en attente de prendre les traitementsÂ Â», a dÃ©plorÃ© la prÃ©sidente de l'ANSS. Â«Â C' est pourquoi je dis, certes il y a des avancÃ©es visibles, mais il y a encore beaucoup Â faireÂ Â».Selon Mme Gapiya, les efforts dans la lutte contre le VIH au Burundi sont matÃ©rialisÃ©s par le fait que les ARV sont disponibles dans les stocks locaux et fournis gratuitement aux malades.Au Burundi, a-t-elle ajoutÃ©, seulement Â 29,9% des femmes ont pu suivre le programme Â«Â transmission mÃ©re-enfantÂ Â».On est en situation de cercle vicieux au Burundi, a fait remarquer Mme Gapiya. On parle de Â«Â zÃ©ro dÃ©cÃ©s, zÃ©ro nouvelle infectionÂ Â» alors que l'on fait encore face Â des bÃ©bÃ©s infectÃ©s montre que les dÃ©fis sont encore immenses au pays, a-t-elle soulignÃ©.Elle a Ã©mis le vÃ©u que les hautes autoritÃ©s rÃ©publicaines soient conscientes de la dimension de lâ€™enjeu en question et qu'elles soient Â pied d'Ã©uvre pour mettre tous les moyens adÃ©quats en place.D'aprÃ©s Mme Gapiya, au cours des derniÃ©res annÃ©es, Â«Â on enregistre en moyenne 5.000 dÃ©cÃ©s par anÂ Â» au sein de la seule ANSS.A la question de savoir l'annonce du retrait de la Banque Mondiale dans lâ€™appui au secteur Sida au Burundi au dÃ©but de cette annÃ©e, Mme Gapiya a dÃ©clarÃ© que l'on n' en est pas encore l'Ã©tape du chaos, en plaidant pour une relÃ©ve de la part du gouvernement.Avec la crise financiÃ©re planÃ©taire, a dit Mme Gapiya, on parvient difficilement Â la mobilisation des financements extÃ©rieurs en gÃ©nÃ©ral et des ressources pour le Sida en particulier.Certes, a-t-elle conclu, les Burundais ont vivement besoin de la solidaritÃ© internationale pour pouvoir Â«Â gagner la guerreÂ Â» contre la pandÃ©mie du Sida, mais il faut avant tout une volontÃ© politique concrÃ©tise par la mise sur pied d'un fonds national pour soutenir le programme de la lutte contre le Sida, conformÃ©ment aux accords d'Abuja qui recommandent Â tout gouvernement de consacrer au moins 15% de son budget annuel au secteur de la santÃ©.SidaÂ : le Burundi veut baisser le taux de prÃ©valence Â 2% d'ici 2015Alors que le monde entier s'est fixÃ© l'objectif appeler 3 zÃ©ros (0 nouvelle infection, 0 discrimination et 0 dÃ©cÃ©s liÃ© au Sida) d'ici 2015, les associations burundaises impliquÃ©es dans la lutte contre le Sida indiquent qu'elles pourront atteindre au moins le taux de 2%, a affirmÃ© Dr Munyana Laurence, chargÃ©e du PPTME (Programme de PrÃ©vention Transmission MÃ©re Enfant) au sein du RÃ©seau Burundais des Personnes Vivant avec le VIH/Sida (RBP+) qui coordonne les activitÃ©s au niveau communautaire. Â«Â Pour le moment, on est vraiment loin puisqu'on est presque Â 35% de la transmission VIH Â lâ€™enfant. On veut arriver au moins Â 2% parce qu'on sait que Âa sera difficile d'atteindre Â 0% en 2015Â Â», a-t-elle relevÃ©.Elle a expliquÃ© ce pessimisme par le rÃ©alisme. Elle dit-elle, eu Ã©gard Â ce taux auquel on est aujourd'hui Â seulement presque trois ans de la date butoir, il est difficile d'atteindre lâ€™objectif fixÃ©.Au niveau de la coordination, Dr Laurence indique qu'on a Ã©tabli des conventions avec l'association dans chacune des 17 provinces administratives du pays.Cette association sensibilise la population en vue d'amÃ©liorer le programme de la PrÃ©vention MÃ©re Enfant au niveau de la communautÃ©.A ce mÃªme niveau de la coordination, on organise des rÃ©unions de 50 leaders religieux par an dans chaque province pour les sensibiliser sur cette question de PPTME et d'autres rÃ©unions avec les administratifs dans chaque province pour qu'ils aident Â leur sensibiliser leurs administrÃ©s.Au niveau des associations, Dr Laurence a dit que lâ€™on organise des sÃ©ances de sensibilisation en faveur des couples pour qu'ils adhÃ©rent au PPTME et qu'on a crÃ©Ã© des groupes de parole dans chacune des 129 communes oÃ¹ l'on enseigne le VIH de faÃ§on gÃ©nÃ©rale tout en insistant particuliÃ©rement sur le PPTME, le planning familial et la santÃ© de la reproduction.On invite Â peu prÃ©s 40 personnes en deux sÃ©ances dans chaque commune.Toujours au niveau communautaire, on organise des rencontres trimestrielles des pairs Ã©ducateurs au niveau de chaque commune qui ont Ã©tÃ© formÃ©s sur le PPTME pour donner des informations en rapport avec ce programme et l'on procÃ©de Â une Ã©valuation trimestrielle au niveau de chaque province.MalgrÃ© toutes ces activitÃ©s, son pessimisme rÃ©side dans les coutumes et moeurs des Burundais comme par exemple les maris qui n' adhÃ©rent pas facilement Â ce programme Â telle enseigne que les femmes n' osent mÃªme pas leur dire leurs Ã©tats sÃ©rologiques (le cas inverse pouvant aussi arriver).Ses autres inquiÃ©tudes sont liÃ©es aux ruptures des ARV qui parfois arrivent, au fait qu'on ne peut plus nourrir les femmes vulnÃ©rables enceintes ou allaitantes faute de moyens financiers qui ne viennent plus comme avant.Â«Â Au niveau de la coordination, on souhaite que dans chaque centre de santÃ© il y ait au moins un site PPTMEÂ Â», a conclu le Dr Munyana Laurence.